



Déclaration pour l'impôt sur le revenu de l'année 2016

Ce formulaire est destiné aux personnes physiques résidentes et non résidentes. La déclaration est à remettre remplie et signée pour le 31 mars 2017 au bureau d'imposition compétent sous peine d'un **supplément d'impôt pour dépôt tardif ou non-dépôt**. Les personnes physiques qui n'ont pas leur domicile fiscal ou leur séjour habituel au Luxembourg doivent remplir la rubrique "non-résidents" à la page 3.

signalétique

	contribuable		contribuable conjoint/partenaire	
nom	101		102	
prénom	103		104	
date de naissance / n° d'identification personnelle	105		106	
	année	mois	jour	
lieu de naissance (localité / pays)	107		108	
numéro de dossier				
à indiquer obligatoirement (si attribué) : 109				
profession ou genre de l'activité	110		111	
téléphone (accessible le jour)	112		113	
courriel	114		115	
domicile ou séjour habituel actuel				
numéro - rue	116	117	118	119
code postal - localité	120	121	122	123
pays	124		125	
ancien domicile ou séjour habituel à indiquer uniquement en cas de changement entre le 1.1.2016 et le 31.12.2016				
du 1.1.2016 au	126		127	
numéro - rue	128	129	130	131
code postal - localité	132	133	134	135
pays	136		137	

coordonnées bancaires

titulaire du compte	138		
code IBAN	139	SWIFT BIC	140

état civil (ne pas remplir par les partenaires qui demandent l'imposition collective, page 3, cases 301 à 304)

<input type="checkbox"/> célibataire <input type="checkbox"/> marié(e) <input type="checkbox"/> divorcé(e) <input type="checkbox"/> veuf / veuve	} depuis le: 141	<input type="checkbox"/> séparé(e) <input type="checkbox"/> en vertu d'une dispense légale accordée <input type="checkbox"/> en vertu d'un jugement de séparation de corps prononcé <input type="checkbox"/> le: en vertu d'une dispense de l'autorité judiciaire accordée	} 142
---	------------------	--	-------

classe d'impôt:	0730	date d'entrée:	
-----------------	------	----------------	--

n° dossier					année 2016				

1. enfants ayant fait partie du ménage du contribuable

nom et prénom de l'enfant	date de naissance / n° d'identification personnelle	demande de la modération d'impôt pour enfants *	spécification de la formation professionnelle
---------------------------	---	---	---

a) enfants âgés de moins de 21 ans au 1.1.2016 ou nés en cours de l'année

201	202	année	mois	jour
204	205	année	mois	jour
207	208	année	mois	jour
210	211	année	mois	jour

- * 203
- * 206
- * 209
- * 212

b) enfants âgés d'au moins 21 ans au 1.1.2016 et ayant poursuivi de façon continue des études de formation professionnelle

213	214	année	mois	jour
217	218	année	mois	jour
221	222	année	mois	jour

- * 215
- * 219
- * 223

216
220
224

c) enfants âgés d'au moins 21 ans au 1.1.2016 jouissant de l'allocation familiale continuée (enfants handicapés ou infirmes)

225	226	année	mois	jour
-----	-----	-------	------	------

- * 227

* **A cocher uniquement au cas où la modération n'a été accordée, ni sous forme de boni par la CAE, ni comme partie intégrante de l'aide financière pour études supérieures ou de l'aide aux volontaires.**

Dans le cas des contribuables vivant en union libre qui ont des enfants communs pour lesquels un boni n'a été payé sous aucune forme, la modération d'impôt sous forme de dégrèvement d'impôt sera accordée en principe à la mère des enfants. La modération d'impôt pour enfants peut être demandée par le père, lorsque la mère y renonce (modèle 104).

7510 | 7520

2. enfants n'ayant pas fait partie du ménage du contribuable

voir rubrique "charges extraordinaires" CE (page 15, cases 1521 et suivantes)

3. demande de l'application du crédit d'impôt monoparental - CIM

228 Je demande le **crédit d'impôt monoparental** pour personne appartenant à la classe 1a, ayant au moins un enfant appartenant au ménage et à laquelle le crédit d'impôt monoparental n'a pas été bonifié par l'intermédiaire de l'employeur ou d'une caisse de pension.

nom et prénom de l'enfant (enfant(s) visé(s) sub 1 ci-dessus)	montant mensuel des allocations perçues *
229	230
231	232
233	234

* Par allocations, il convient de comprendre les rentes alimentaires, le paiement des frais d'entretien, d'éducation et de formation professionnelle, etc. Les rentes-orphelins et les prestations familiales (allocations familiales, boni pour enfant, etc.) n'entrent pas en ligne de compte.

Lorsque aucun revenu n'est déclaré dans les rubriques C, A, I, S, P, CA, L, D, les moyens de subsistance doivent être indiqués ci-dessous:

	235
	236
	237

4. demande de la bonification d'impôt pour enfant

238 Je demande une **bonification d'impôt pour les enfants** pour lesquels le droit à une modération d'impôt a expiré en 2014 ou en 2015. (Au-delà d'un revenu imposable ajusté de 76.600 euros, la bonification d'impôt n'est plus accordée, sauf lorsque le nombre d'enfants visés au point 1 ci-dessus dépasse 5 unités).

nom et prénom de l'enfant	date de naissance / n° d'identification personnelle		
239	240		
	année	mois	jour
241	242		
	année	mois	jour

--

0805

RENSEIGNEMENTS ET DEMANDES COMPLEMENTAIRES

n° dossier						année 2016					

partenaires (pour résidents et non-résidents)

³⁰¹ Nous demandons l'imposition collective au sens des articles 3bis et 157ter (5) L.I.R. pour l'année d'imposition 2016. Nous déclarons que nous avons partagé un domicile ou une résidence commun et que le partenariat a existé du début à la fin de l'année d'imposition 2016.

Date de la déclaration du partenariat : ³⁰²

Document établi par les autorités compétentes : ³⁰³ en annexe
 ³⁰⁴ déjà présenté

La demande est valablement formulée lorsque la présente rubrique "partenaires" est remplie et lorsque la déclaration pour l'impôt sur le revenu est introduite et signée par chacun des partenaires.

époux ne vivant pas en fait séparés, dont l'un est contribuable résident et l'autre une personne non résidente

³⁰⁵ Nous demandons l'imposition collective au sens de l'article 3d L.I.R. pour l'année d'imposition 2016. Nous déclarons qu'au moins 90% des revenus professionnels de notre ménage pendant l'année d'imposition sont réalisés par le contribuable résident au Luxembourg.

En signant la présente déclaration pour l'impôt sur le revenu ensemble avec le contribuable résident, la personne non résidente demande à être imposée collectivement avec son conjoint en vertu de l'article 3d L.I.R. et à être imposée comme si elle avait été contribuable résident (article 6, alinéa 4 L.I.R.). Les revenus annuels du conjoint non résident sont justifiés par des documents probants.

non-résidents (à remplir par les contribuables qui n'ont pas leur domicile fiscal ou leur séjour habituel au Luxembourg)

élection facultative d'un domicile au Grand-Duché (adresse pour la notification des bulletins d'impôt)

	pour le contribuable						pour le contribuable conjoint/partenaire					
nom et prénom	<input type="text"/> ³⁰⁶						<input type="text"/> ³⁰⁷					
date de naissance / n° d'identification personnelle	<input type="text"/> ³⁰⁸						<input type="text"/> ³⁰⁹					
	année		mois		jour		année		mois		jour	
numéro - rue	<input type="text"/> ³¹⁰		<input type="text"/> ³¹¹				<input type="text"/> ³¹²		<input type="text"/> ³¹³			
code postal - localité	<input type="text"/> ³¹⁴		<input type="text"/> ³¹⁵				<input type="text"/> ³¹⁶		<input type="text"/> ³¹⁷			

Les contribuables non résidents doivent indiquer leurs revenus de source luxembourgeoise dans les colonnes "revenus non exonérés".

- Les contribuables non résidents, mariés et ne vivant pas en fait séparés, sont imposés dans la classe d'impôt 2 s'ils sont imposables au Luxembourg de plus de 50% des **revenus professionnels** de leur ménage (revenus des rubriques C, A, I, S et P). Le cas échéant, la case 318 doit être cochée et les cases 320 à 322 doivent être remplies en prenant en considération les revenus professionnels du ménage (*).

³¹⁸ Plus de 50% des revenus professionnels de mon ménage sont imposables au Grand-Duché.

Les revenus de source non luxembourgeoise sont à indiquer dans les colonnes "revenus exonérés" et ne sont pris en compte que pour la détermination du seuil des revenus du ménage imposables au Luxembourg. Si les deux époux réalisent des revenus professionnels imposables au Luxembourg, les conjoints sont imposables collectivement.

- ³¹⁹ Demande pour l'**application des dispositions de l'article 157ter L.I.R.** Tous les **revenus de source luxembourgeoise** (revenus non exonérés) **et de source non luxembourgeoise** (revenus exonérés) du contribuable et éventuellement de son conjoint **doivent être déclarés**.

Sur demande, les contribuables non résidents sont imposés au Luxembourg au taux d'impôt qui leur serait applicable s'ils étaient des résidents du Luxembourg. Les contribuables non résidents sont en droit d'opter pour l'application des dispositions de l'article 157ter L.I.R. si au moins 90% du total de leurs revenus tant indigènes qu'étrangers sont imposables au Luxembourg. En ce qui concerne les contribuables non résidents mariés, ne vivant pas en fait séparés, il suffit que l'un des époux satisfasse à cette condition. Les mêmes conditions sont applicables en cas d'imposition collective des partenaires.

Pour les résidents belges, cette demande vaut le cas échéant également pour l'application des dispositions de l'article 24 de la convention belgo-luxembourgeoise contre les doubles impositions si au moins 50% du total des revenus professionnels sont imposables au Luxembourg.

Les dépenses spéciales (cases 1301 à 1430 et 1437 à 1459), les charges extraordinaires (cases 1501 à 1520) et le crédit d'impôt monoparental (cases 228 à 237) ne sont applicables que pour les contribuables non résidents qui demandent l'application des dispositions de l'article 157ter L.I.R. ou l'article 24 de la convention belgo-luxembourgeoise. Le cas échéant, la case 319 doit être cochée et les cases 320 à 322 doivent être remplies en prenant en considération le total des revenus tant indigènes qu'étrangers (*).

(*) Détermination du seuil des revenus imposables au Luxembourg

$$\frac{\text{total des revenus "non exonérés"} \times 100}{\text{total des revenus "non exonérés" et "exonérés"}} = \frac{\text{320} \times 100}{\text{321}} = \text{322} \%$$

n° dossier	année 2016

revenus non exonérés		revenus exonérés	
contribuable	contribuable conjoint/partenaire	contribuable	contribuable conjoint/partenaire

détermination du bénéfice commercial

C1

A. bénéfice d'une entreprise commerciale individuelle	401	402	403	404
B. part(s) de bénéfice d'une entreprise commerciale en commun (société en nom collectif, société en commandite simple, etc.)	405	406	407	408
désignation de l'entreprise	n° dossier	bureau d'imposition		
a) <input style="width: 200px;" type="text"/>	409	410	411	
b) <input style="width: 200px;" type="text"/>	412	413	414	
c) <input style="width: 200px;" type="text"/>	415	416	417	
C. commissions d'assurances (joindre le certificat émis par l'entreprise d'assurances)	418	419	420	421
- dépenses (déduction forfaitaire)	422	423	424	425
- dépenses (suivant annexe)	426	427	428	429
D. bénéfice de cession ou de cessation non compris sous A., B. ou C. ci-dessus (suivant annexe)	430	431	432	433
E. bénéfices divers (commissions, etc.)				
+ recettes (suivant annexe)	434	435	436	437
- dépenses (suivant annexe)	438	439	440	441
revenu à reporter (bénéfice commercial au sens de l'article 10, no 1 L.I.R. servant de base au calcul des cotisations des Chambres professionnelles)	442	443	444	445
	0038	0039	6040	

Veillez reporter les totaux des cases 442 à 445 à la page 16 "revenu imposable 2016", cases 1601 à 1604. La feuille "C" bénéfice commercial, ensemble avec les annexes, font partie intégrante de votre déclaration d'impôt.

retenues d'impôt imputables

C2

retenue d'impôt à la source luxembourgeoise (10% svt. article 6 de la loi modifiée du 23 décembre 2005) sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière (opérée sur des revenus à imposer au titre de bénéfice commercial)	446
	1011/1013
retenue d'impôt à la source sur les revenus de capitaux (dividendes, etc.) (opérée sur des revenus imposés au titre de bénéfice commercial)	447
	1016

bonifications d'impôt

C3

<input type="checkbox"/>	448 demande pour une bonification d'impôt pour investissement (selon le modèle 800)	449
		1070
<input type="checkbox"/>	450 demande pour une bonification d'impôt en cas d'embauchage de chômeurs (selon le modèle 805) (le certificat de l'Administration de l'emploi attestant le placement et la continuation de l'emploi est à joindre pour chaque salarié)	451
		1075
<input type="checkbox"/>	452 demande pour une bonification d'impôt pour investissement dans la formation professionnelle continue (le certificat délivré par le Ministre des Finances est à joindre)	453
		1077

bénéfice commercial à soumettre à l'IEBT (contribuable)	0033
---	------

bénéfice commercial à soumettre à l'IEBT (contribuable conjoint/partenaire)	0034
---	------

n° dossier	année 2016								
<table border="1" style="width: 100%; height: 20px;"> <tr> <td style="width: 12.5%;"></td> <td style="width: 12.5%;"></td> <td style="width: 12.5%;"></td> <td style="width: 12.5%;"></td> <td style="width: 12.5%;"></td> <td style="width: 12.5%;"></td> <td style="width: 12.5%;"></td> <td style="width: 12.5%;"></td> </tr> </table>									

revenus non exonérés		revenus exonérés	
contribuable	contribuable conjoint/partenaire	contribuable	contribuable conjoint/partenaire

détermination du bénéfice agricole et forestier

A1

A. bénéfice d'une exploitation agricole individuelle (selon le modèle 141 ou 144)	501	502	503	504
B. part(s) de bénéfice d'une exploitation en commun (société en nom collectif, société en commandite simple, société civile, etc.)	505	506	507	508
désignation de l'exploitation	n° dossier	bureau d'imposition		
a) <input style="width: 200px;" type="text"/>	509	510	511	
b) <input style="width: 200px;" type="text"/>	512	513	514	
c) <input style="width: 200px;" type="text"/>	515	516	517	
C. bénéfice forestier				
+ recettes (suivant annexe)	518	519	520	521
- dépenses (suivant annexe)	522	523	524	525
D. bénéfice de cession ou de cessation non compris sous A., B. ou C. ci-dessus (suivant annexe)	526	527	528	529
total du bénéfice agricole et forestier	530	531	532	533
	0058	0059	6060	

à déduire:

investissements nouveaux en outillage et matériel productifs, ainsi qu'en aménagement de locaux (article 35 de la loi du 18 avril 2008)	534	535		
	0080			
revenu à reporter	536	537	538	539

Veillez reporter les totaux des cases 536 à 539 à la page 16 "revenu imposable 2016", cases 1605 à 1608. La feuille "A" bénéfice agricole et forestier, ensemble avec les annexes, font partie intégrante de votre déclaration d'impôt.

retenues d'impôt imputables

A2

retenue d'impôt à la source luxembourgeoise (10% svt. article 6 de la loi modifiée du 23 décembre 2005) sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière (opérée sur des revenus à imposer au titre de bénéfice agricole et forestier)	540
	1011/1013
retenue d'impôt à la source sur les revenus de capitaux (dividendes, etc.) (opérée sur des revenus imposés au titre de bénéfice agricole et forestier)	541
	1016

abattement et bonifications d'impôt

A3

<input type="checkbox"/>	542 demande pour l'abattement fiscal spécial en cas d'aides à l'installation (article 37 de la loi du 18 avril 2008) (le certificat délivré par le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est à joindre)	543
		0670
<input type="checkbox"/>	544 demande pour une bonification d'impôt en cas d'embauchage de chômeurs (selon le modèle 805) (le certificat de l'Administration de l'emploi attestant le placement et la continuation de l'emploi est à joindre pour chaque salarié)	545
		1075
<input type="checkbox"/>	546 demande pour une bonification d'impôt pour investissement dans la formation professionnelle continue (le certificat délivré par le Ministre des Finances est à joindre)	547
		1077

bénéfice agricole et forestier à soumettre à l'IEBT (contribuable)	0053
--	-------------

bénéfice agricole et forestier à soumettre à l'IEBT (contribuable conjoint/partenaire)	0054
--	-------------

BÉNÉFICE PROVENANT DE L'EXERCICE D'UNE PROFESSION LIBÉRALE

n° dossier						année 2016					

revenus non exonérés		revenus exonérés	
contribuable	contribuable conjoint/partenaire	contribuable	contribuable conjoint/partenaire

détermination du bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale

I1

A. bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale exercée à titre individuel				
1. bénéfice établi suivant bilan et compte de profits et pertes joints	601	602	603	604
2. comparaison des recettes et des dépenses (T.V.A. comprise)				
+ recettes (suivant annexe)	605	606	607	608
- dépenses d'exploitation (selon le modèle 152)	609	610	611	612
B. part(s) de bénéfice de l'exercice en commun de la profession libérale (société en nom collectif, société civile, etc.)	613	614	615	616
désignation de la profession libérale	n° dossier	bureau d'imposition		
a) 617	618	619		
b) 620	621	622		
c) 623	624	625		
C. bénéfice de cession ou de cessation non compris sous A. ou B. ci-dessus (suivant annexe)	626	627	628	629
D. tantièmes				
+ montant brut (suivant annexe)	630	631	632	633
- dépenses	634	635	636	637
E. jetons de présence (conseils communaux, etc.)				
+ montant brut (suivant annexe)	638	639	640	641
- dépenses	642	643	644	645
revenu à reporter	646	647	648	649
	0108	0109	6110	

Veillez reporter les totaux des cases 646 à 649 à la page 16 "revenu imposable 2016", cases 1609 à 1612. La feuille "I" bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale, ensemble avec les annexes, font partie intégrante de votre déclaration d'impôt.

retenues d'impôt imputables

I2

retenue d'impôt sur les tantièmes

retenue d'impôt à la source luxembourgeoise (10% svt. article 6 de la loi modifiée du 23 décembre 2005) sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière (opérée sur des revenus à imposer au titre de bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale)

retenue d'impôt à la source sur les revenus de capitaux (dividendes, etc.)

(opérée sur des revenus imposés au titre de bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale)

	650
	1050
	651
	1011/1013
	652
	1016

bonifications d'impôt

I3

653 demande pour une **bonification d'impôt en cas d'embauchage de chômeurs** (selon le modèle 805) (le certificat de l'Administration de l'emploi attestant le placement et la continuation de l'emploi est à joindre pour chaque salarié)

655 demande pour une **bonification d'impôt pour investissement dans la formation professionnelle continue** (des travailleurs salariés) (le certificat délivré par le Ministre des Finances est à joindre)

	654
	1075
	656
	1077

bénéfice exercice prof. libérale à soumettre à l'IEBT (contribuable)	0103
--	------

bénéfice exercice prof. libérale à soumettre à l'IEBT (contribuable conjoint/partenaire)	0104
--	------

REVENU NET PROVENANT D'UNE OCCUPATION SALARIÉE

S

n° dossier						année 2016					

revenus non exonérés		revenus exonérés	
contribuable	contribuable conjoint/partenaire	contribuable	contribuable conjoint/partenaire

détermination du revenu net provenant d'une occupation salariée

S1

A. premier contrat de louage de service	701	702	703	704
B. deuxième contrat de louage de service	705	706	707	708
C. prestations en cas de maladie, de maternité, d'accident et de chômage	709	710	711	712
D. autre(s) (à spécifier)				
	713			
	714	715	716	717
total des rémunérations brutes <i>(le(s) certificat(s) est(sont) à joindre en annexe)</i>	718	719	720	721

à déduire:

a) exemptions				
- salaires payés pour les heures supplémentaires	722	723	724	725
- suppléments de salaires	726	727	728	729
- suppléments de salaires pour travail de nuit, de dimanche et de jours fériés	730	731	732	733
autres exemptions (à spécifier)				
	734	735	736	737
	739	740	741	742
	744	745	746	747
b) frais d'obtention (minimum forfaitaire de 540 € par salarié, majoré en cas d'invalidité ou d'infirmité)	749	750	751	752
en cas de déduction des frais effectifs, les détails sont à joindre en annexe	753	754	755	756
c) frais de déplacement (lorsque l'éloignement dépasse 4 unités d'éloignement sans en dépasser 30, la déduction forfaitaire est de 99 € par unité. Les 4 premières unités ne sont pas prises en compte et la déduction est limitée à 2.574 €)	757	758	759	760
désignation du lieu de travail (en cas de plusieurs lieux de travail, les cases 777 à 792 ci-après sont à remplir)	761	762	763	764
total des déductions	765	766	767	768

rémunérations brutes - déductions = revenu à reporter	769	770	771	772
	0128	0129	6130	
impôt sur les salaires retenu à la source	773	774	775	776
	1084	1085		

Veillez reporter les totaux des cases 769 à 772 à la page 16 "revenu imposable 2016", cases 1613 à 1616. La feuille "S" revenu net provenant d'une occupation salariée, ensemble avec les annexes, font partie intégrante de votre déclaration d'impôt.

plusieurs lieux de travail

S2

		contribuable		contribuable conjoint / partenaire	
1 ^{er} lieu de travail	localité	777		778	
	période	du 779	au 780	du 781	au 782
	fréquence	jour(s) <input type="checkbox"/> par semaine 783 <input type="checkbox"/> par mois		jour(s) <input type="checkbox"/> par semaine 784 <input type="checkbox"/> par mois	
2 ^e lieu de travail	localité	785		786	
	période	du 787	au 788	du 789	au 790
	fréquence	jour(s) <input type="checkbox"/> par semaine 791 <input type="checkbox"/> par mois		jour(s) <input type="checkbox"/> par semaine 792 <input type="checkbox"/> par mois	

revenu d'une occupation salariée à soumettre à l'IEBT	0123
---	------

frais d'obtention à déduire	0124
-----------------------------	------

REVENU NET RÉSULTANT DE PENSIONS OU DE RENTES

P

n° dossier										année 2016									

revenus non exonérés		revenus exonérés	
contribuable	contribuable conjoint/partenaire	contribuable	contribuable conjoint/partenaire

détermination du revenu net résultant de pensions ou de rentes

P1

A.	pensions et autres allocations (montant brut) payées par les anciens employeurs ou par les caisses autonomes de retraite	801	802	803	804
		805	806	807	808
B.	rentes viagères mensuelles résultant d'un contrat de prévoyance-vieillesse (montant brut)	809	810	811	812
C.	arrérages de rentes et d'autres allocations et avantages périodiques (montant brut) non compris sous A. ou B. ci-dessus	813	814	815	816
		817	818	819	820
total des pensions et rentes (le(s) certificat(s) est(sont) à joindre en annexe)		821	822	823	824

à déduire:					
a)	pensions exemptes d'impôt	825	826	827	828
-	autres exemptions (à spécifier)				
		829	830	831	832
		834	835	836	837
		839	840	841	842
b)	frais d'obtention (minimum forfaitaire de 300 €)	844	845	846	847
	en cas de déduction des frais effectifs, les détails sont à joindre en annexe	848	849	850	851
c)	exemption de 50% des rentes viagères mensuelles résultant d'un contrat de prévoyance-vieillesse (art. 115, no 14a L.I.R.) visées sous B. ci-dessus	852	853	854	855
d)	exemption de 50% du montant net des rentes et autres avantages périodiques viagers constitués à titre onéreux ou indemnitaire (art. 115, no 14 L.I.R.)	856	857	858	859
total des déductions		860	861	862	863

pensions et rentes brutes - déductions = revenu à reporter	864	865	866	867
	0148	0149	6150	
impôt sur les pensions retenu à la source	868	869	870	871
	1087	1088		

Veillez reporter les totaux des cases 864 à 867 à la page 16 "revenu imposable 2016", cases 1617 à 1620. La feuille " P " revenu net résultant de pensions ou de rentes, ensemble avec les annexes, font partie intégrante de votre déclaration d'impôt.

abattement extra-professionnel

P2

872 Nous demandons un **abattement extra-professionnel** au sens de l'article 129 b (2) c) L.I.R. applicable aux **époux** et **partenaires** imposables collectivement.

La rente / pension existe depuis le

L'un des époux / partenaires réalise un bénéfice commercial, un bénéfice agricole et forestier, un bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale ou un revenu d'une occupation salariée et l'autre réalise depuis moins de 36 mois (au début de l'année d'imposition) un revenu résultant de pensions ou de rentes.

pension ou rente à soumettre à la contribution dépendance	0155	frais d'obtention à déduire	0156
--	------	-----------------------------	------

pension ou rente à soumettre à l'IEBT	0143	frais d'obtention à déduire	0144
--	------	-----------------------------	------

REVENU NET PROVENANT DE LA LOCATION DE BIENS

L

n° dossier						année 2016					

revenus non exonérés	
contribuable	contribuable conjoint/partenaire

revenus exonérés	
contribuable	contribuable conjoint/partenaire

détermination du revenu net provenant de la location de biens

L1

A. revenu provenant de la location ou de l'affermage de propriétés bâties (selon le modèle 190), non bâties (selon le modèle 195) et de biens meubles	1001	1002	1003	1004
B. parts de revenu provenant de la location ou de l'affermage de propriétés bâties de copropriétés indivises (selon les modèles 200 et 210)	1005	1006	1007	1008
C. revenu provenant de la concession du droit d'extraction de substances minérales, p.ex. minerais, pierres et terres (suivant annexe)	1009	1010	1011	1012
D. revenu provenant de redevances payées pour l'usage ou la concession de l'usage de droits de propriété industrielle ou intellectuelle, p.ex. brevets, droits d'auteurs (suivant annexe)	1013	1014	1015	1016
E. perte de location en relation économique avec un immeuble en voie de construction	1017	1018	1019	1020
F. - valeur locative de l'habitation occupée par le propriétaire ou cédée gratuitement à des tiers non comprise sous A. ou B. ci-dessus (remplir rubrique L2 ci-après)	1021	1022	1023	1024
- part non encore déduite des frais importants d'obtention (règlement grand-ducal du 31.7.1980)	1025	1026	1027	1028
revenu à reporter	1029	1030	1031	1032

0188 0189 6190

Veillez reporter les totaux des cases 1029 à 1032 à la page 16 "revenu imposable 2016", cases 1625 à 1628. La feuille "L" revenu net provenant de la location de biens, ensemble avec les annexes, font partie intégrante de votre déclaration d'impôt.

détermination de la valeur locative de l'habitation occupée par le propriétaire ou cédée gratuitement à des tiers

L2

1 valeur locative (= 4% de la valeur unitaire, si celle-ci est inférieure ou égale à 3.800 €, et 6% de la valeur dépassant 3.800 €)

habitation A

habitation B

habitation sise à	1033	1034
numéro - rue	1035 1036	1037 1038
valeur unitaire	1039	1041
quote-part de l'habitation	1040	1042
valeur locative (+)	1043	1045
occupée depuis le	1044	1046

La valeur locative (cases 1043 et/ou 1045), autre que celle de la résidence secondaire, peut être réduite jusqu'à concurrence d'un plafond des intérêts passifs (diminués d'une éventuelle subvention ou bonification) et des arrrages de rentes viagères. Ce plafond est majoré de son propre montant pour le conjoint, pour le partenaire et pour chaque enfant ayant fait partie du ménage du contribuable.

date d'occupation de l'habitation	avant le 1.1.2006	entre le 31.12.2005 et le 1.1.2011	après le 31.12.2010
plafond déductible	750	1.125	1.500

intérêts passifs ou rentes viagères déductibles (-)	1047	1048
---	------	------

montant à reporter aux cases 1021 à 1024 (=)	1049	1050
--	------	------

2 détail des dettes, des arrrages de rentes et des charges permanentes en rapport avec l'(les) immeuble(s) précité(s) (terrain, construction, etc.)

nom de la banque ou nom et adresse du bénéficiaire de la rente	relation économique de la dette ou nature de la rente	montant de la dette à la fin de l'année	intérêts débiteurs ou charges acquittés	subvention, bonification d'intérêts
1051	1052	1053	1054	1055
1056	1057	1058	1059	1060
1061	1062	1063	1064	1065
1066	1067	1068	1069	1070

revenu net de la location de biens à soumettre à la contribution dépendance	0195
---	------

revenu net de la location de biens à soumettre à l'IEBT	0185
---	------

REVENUS EXTRAORDINAIRES

EX

n° dossier										année 2016	

revenus non exonérés

contribuable

contribuable
conjoint/partenaire

revenus extraordinaires

EX1

demande pour l'application des taux de l'article 131 L.I.R. à l'endroit des revenus extraordinaires au sens de l'article 132 L.I.R. mentionnés ci-après. Les revenus sont compris dans le total des revenus nets.

nature des revenus		
	1201	
	1204	
	1207	
	1210	
	total	
application de l'article 132(1) L.I.R. (étalement)	1215	0706/1606
application de l'article 132(2) L.I.R. (50% du taux global)	1216	0707/1607
application de l'article 132(3) L.I.R. (25% du taux global)	1217	0708/1608
application de l'article 133 L.I.R.	1218	0709/1609

La feuille "EX" revenus extraordinaires, ensemble avec les annexes, font partie intégrante de votre déclaration d'impôt.

n° dossier	année 2016

1. dépenses spéciales déductibles couvertes par le minimum forfaitaire

Ne sont à déclarer que les dépenses qui ne sont à considérer ni comme dépenses d'exploitation, ni comme frais d'obtention et qui ne sont pas en rapport économique avec des revenus exemptés.

DS1

A. arrérages de rentes et de charges permanentes

1. dus en vertu d'une obligation particulière

2. payés au conjoint divorcé (maximum 24.000 € par conjoint divorcé):

- à l'occasion d'un divorce par consentement mutuel
- fixés par décision judiciaire dans le cadre d'un divorce prononcé après le 31.12.1997
- fixés par décision judiciaire dans le cadre d'un divorce prononcé avant le 1.1.1998

¹³⁰⁴ une demande conjointe du débiteur et du bénéficiaire de la rente est jointe à la présente déclaration

	1301
	0400
	1302
	0405
	1303
	0406
	1305
	0407

détails concernant les arrérages de rentes et de charges permanentes versés (cases 1301 à 1305)

nom et adresse complète du bénéficiaire	nature de la rente	charges et arrérages acquittés en 2016
1306	1307	1308
1309	1310	1311

B. intérêts débiteurs en relation économique avec des prêts de consommation, finançant des voitures, des biens meubles, etc. (les intérêts en rapport avec des immeubles bâtis ou en voie de construction sont à remplir à la page 10, cases 1017 à 1028)

nom et adresse du créancier	relation économique de la dette	montant de la dette au 31.12.2016	intérêts débiteurs	subvention, bonification
1312	1313	1314	1315	1316
1317	1318	1319	1320	1321
1322	1323	1324	1325	1326
1327	1328	1329	1330	1331

le montant le moins élevé (plafond ou total) est à inscrire dans la case 1334

plafond de 336 €, majoré de son propre montant pour le conjoint, pour le partenaire et pour chaque enfant ayant fait partie du ménage

1332	total (int. déb. - subvention, bonification)	1333	1334
------	--	------	------

C. cotisations payées à titre personnel en raison d'une assurance continuée, volontaire ou facultative, et d'un achat de périodes en matière d'assurance maladie et d'assurance pension auprès d'un régime de sécurité sociale

1335

D. primes d'assurance

1. primes versées à titre d'assurance en cas de vie, de décès, d'accidents, d'invalidité, de maladie ou de responsabilité civile à des compagnies d'assurance agréées et ayant leur siège dans un Etat membre de l'Union européenne (ne sont pas déductibles les primes en relation avec les risques suivants: dégâts, vol, incendie, bris de glace, casco, etc.)
2. cotisations versées à des sociétés de secours mutuels reconnues, dont le but est d'assurer les risques de maladie, d'accident, d'incapacité de travail, d'infirmité, de chômage, de vieillesse ou de décès

entreprise d'assurance / mutuelle	risque assuré (indiquer en outre le début et la fin de la durée contractuelle des assurances en cas de vie)	primes (taxes et frais compris)
1336	1337	1338
1339	1340	1341
1342	1343	1344
1345	1346	1347
1348	1349	1350
1351	1352	1353
1354	1355	1356

le montant le moins élevé (plafond ou total) est à inscrire dans la case 1359

plafond de 672 €, majoré de son propre montant pour le conjoint, pour le partenaire et pour chaque enfant ayant fait partie du ménage

1357	total	1358	1359
------	-------	------	------

majoration plafond: versement d'une prime unique au titre d'une assurance temporaire au décès à capital décroissant en vue d'assurer le remboursement d'un prêt consenti pour: ¹³⁶⁰ l'acquisition d'un équipement professionnel ¹³⁶¹ les investissements en besoins personnels d'habitation; chaque enfant déclenche une majoration du plafond à utiliser au choix (indiquer le nombre d'enfants):

soit du contribuable <input style="width: 50px;" type="text" value="1362"/>	soit du conjoint / partenaire <input style="width: 50px;" type="text" value="1363"/>
---	--

n° dossier	année 2016

1. dépenses spéciales couvertes par le minimum forfaitaire (suite)

E. primes versées en vertu d'un contrat de **prévoyance-vieillesse** visé à l'article 111bis L.I.R.

compagnie d'assurance / établissement de crédit	primes payées en 2016			
	début du contrat	fin du contrat	contribuable	contribuable conjoint/partenaire
1401	1402	1403	1404	1405
1406	1407	1408	1409	1410
1411	1412	1413	1414	1415
les primes ne sont déductibles que jusqu'à concurrence du plafond prévu pour les contrats de prévoyance-vieillesse			1416	1417

total	1418
	0435

F. cotisations versées à des caisses d'**épargne-logement** agréées dans un Etat membre de l'Union européenne en vertu d'un contrat d'épargne-logement

caisse d'épargne-logement	début du contrat	cotisations versées en 2016	
1419	1420	1421	1422
1422	1423	1424	1425
1425	1426	1427	1428
plafond de 672 €, majoré de son propre montant pour le conjoint, pour le partenaire et pour chaque enfant ayant fait partie du ménage		total	1429

le montant le moins élevé (plafond ou total) est à inscrire dans la case 1430	1430
	0443

total des dépenses spéciales couvertes par le minimum forfaitaire (cases 1301 à 1430)

si le montant des dépenses spéciales (case 1431) est inférieur au minimum forfaitaire, celui-ci s'y substitue. Le minimum forfaitaire s'élève à 480 € par an; ce montant est doublé dans le chef des **époux** et des **partenaires** imposables collectivement et percevant chacun des **revenus d'une occupation salariée**

	1431
	0450/6450
	1432

2. dépenses spéciales déductibles en dehors du minimum forfaitaire

DS2

A. prélèvements et **cotisations en raison de l'affiliation obligatoire des salariés et des non-salariés** à un établissement de sécurité sociale luxembourgeois ou étranger, ainsi que la retenue pour pension opérée dans le secteur public

en relation avec des revenus non exonérés	en relation avec des revenus exonérés
1433	1434
0500	6500

B. cotisations personnelles dans le cadre d'un **régime complémentaire de pension** instauré selon la loi du 8.6.1999 relative aux régimes complémentaires de pension (déductibles à concurrence d'un plafond de 1.200 €)

1435	1436
0440	6440

C. **libéralités** (la somme des dons ne peut être ni inférieure à 120 €, ni supérieure à 1.000.000 € et elle ne peut pas dépasser 20% du total des revenus nets; les détails des montants dépassant ces limites peuvent être reportés sur les deux années d'imposition subséquentes et doivent être indiqués sur une annexe)

bénéficiaire	montant	bénéficiaire	montant
1437	1438	1439	1440
1442	1443	1444	1445
1446	1447	1448	1449
1451	1452	1453	1454
1455	1456	1457	1458

report 2014	1441
	1522
report 2015	1450
	1521
libéralités 2016	1459
	1520

D. **pertes d'exploitation reportables** dans les conditions de l'article 114 L.I.R.

année	perte	année	perte	année	perte
1460	1461	1462	1463	1464	1465
1466	1467	1468	1469	1470	1471

total	1472
-------	------

total des dépenses spéciales déductibles (cases 1431 ou 1432 et 1433, 1435, 1437 à 1472)
veuillez reporter le total de la case 1473 à la page 16 "revenu imposable 2016", case 1637

	1473
--	------

n° dossier	année 2016

demande pour un abattement de revenu imposable du fait de **charges extraordinaires**

¹⁵⁰¹ abattement de revenu imposable du fait de charges extraordinaires (article 127 L.I.R.) qui sont inévitables et qui réduisent de façon considérable la faculté contributive.

Le détail des charges doit être indiqué ci-après. Dans le cas de frais de maladie, le montant brut, le détail des frais exposés et le détail des remboursements par des tiers sont à joindre. Dans le cas de l'entretien de parents nécessiteux, leurs noms, le détail de leurs revenus, la durée de l'entretien, le montant de la charge et le ménage, dont les parents nécessiteux font partie, sont à indiquer.

	1502
--	------

0601

	1503
	1504
	1505
	1506
	1507
	1508
	1509
	1510
	1511

abattements forfaitaires prévus pour les charges extraordinaires suivantes:

¹⁵¹² **invalidité et infirmité** (règlement grand-ducal modifié du 7 mars 1969)

taux de la réduction de la capacité de travail

	1513	%
--	------	---

certificat médical: ¹⁵¹⁴ en annexe ¹⁵¹⁵ déjà présenté

¹⁵¹⁶ **frais de domesticité, frais d'aides et de soins en raison de l'état de dépendance, frais de garde d'enfant**

(règlement grand-ducal modifié du 19 décembre 2008)

montant mensuel des frais

	1517
--	------

 pendant

	1518
--	------

 mois

	1519
--	------

 montant annuel des frais

	1519
--	------

0603

nom du bénéficiaire (hommes/femmes de charge, crèche, etc.)

	1520
--	------

¹⁵²¹ abattement de revenu imposable pour charges extraordinaires en raison des **enfants n'ayant pas fait partie du ménage du contribuable**

nom et prénom de l'enfant	date de naissance / n° d'identification personnelle	montant annuel des frais	spécification de la formation professionnelle
---------------------------	---	--------------------------	---

a) enfants âgés de moins de 21 ans au 1.1.2016 ou nés en cours de l'année - dont j'ai supporté principalement (plus de 50%) les frais d'entretien et d'éducation

	1522		1523		1524
		année	mois	jour	
	1525		1526		1527
		année	mois	jour	
	1528		1529		1530
		année	mois	jour	
	1531		1532		1533
		année	mois	jour	

b) enfants âgés d'au moins 21 ans au 1.1.2016 - dont j'ai supporté principalement (plus de 50%) les frais d'entretien et les dépenses relatives aux études

	1534		1535		1536		1537
		année	mois	jour			
	1538		1539		1540		1541
		année	mois	jour			
	1542		1543		1544		1545
		année	mois	jour			

investissement en capital-risque

¹⁵⁴⁶ demande pour une bonification d'impôt pour investissement en capital-risque (art. VI de la loi du 22 décembre 1993) (l'original du certificat émis par les ministres ayant dans leurs attributions les Finances et l'Économie est à joindre).

0980

REVENU IMPOSABLE 2016

n° dossier							année 2016		

revenus non exonérés		revenus exonérés	
contribuable	contribuable conjoint/partenaire	contribuable	contribuable conjoint/partenaire

détermination du revenu imposable

récapitulation des revenus nets			
bénéfice commercial (C)	1601	1602	1604
bénéfice agricole et forestier (A)	1605	1606	1608
bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale (I)	1609	1610	1612
revenu net provenant d'une occupation salariée (S)	1613	1614	1616
revenu net résultant de pensions ou de rentes (P)	1617	1618	1620
revenu net provenant de capitaux mobiliers (CA)	1621	1622	1624
revenu net provenant de la location de biens (L)	1625	1626	1628
revenus nets divers (D)	1629	1630	1632
total des revenus nets	1633	1634	1636
dépenses spéciales (DS)		1637	
revenu imposable		1638	

Les déclarations non signées sont considérées comme non avenues.

Nous affirmons / J'affirme que la présente déclaration est sincère et complète. Les détails des revenus déclarés, des dépenses spéciales et des charges extraordinaires font partie intégrante de la présente déclaration d'impôt.

_____ , le _____

signature(s)

réservé à l'Administration

abattement pour charges extraordinaires (article 127 L.I.R.)		revenus extraordinaires imposables à un taux spécial	
	0610		0710
abattement pour charges extraordinaires (article 127bis L.I.R.)		revenu à imposer suivant le barème	
	0650		0720
abattement extra-professionnel (article 129b L.I.R.)		crédit d'impôt pour indépendants	
	0623/6623		1098/1099
abattement au sens de l'article 153(5) L.I.R.		crédit d'impôt monoparental	
	0640/6640		1095
revenu imposable ajusté (article 126 L.I.R.)			
	0700		